

seigne-t-il pas auprès des industriels, avant de faire des déclarations que je qualifierais d'irréfléchies? Je suis de ceux qui croient que le Canadien moyen, avec un revenu moyen, devrait pouvoir être propriétaire de sa propre maison.

Une voix: Alors agissez.

• (8.50 p.m.)

L'hon. M. Gordon: «Agissez», disent mes amis d'en face. Croyez-moi, telle est bien l'intention du gouvernement.

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Toujours la même rengaine. Nous voulons dire bientôt.

M. l'Orateur suppléant (M. Tardif): A l'ordre.

L'hon. M. Gordon: Pourquoi le représentant ne trouve-t-il pas quelque chose de nouveau? Si les députés se souviennent de la taxe de vente de 11 p. 100...

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Nous nous souvenons de vos petits prodiges et de vos budgets.

L'hon. M. Gordon: ...ils se souviendront, dans ce cas, du résultat net: à toutes fins pratiques, le budget a été équilibré en moins d'une couple d'années, et il le sera de nouveau. (*Exclamations*)

Même si mon honorable ami cherchait à se rendre utile, ses efforts ne m'ont pas paru trop impressionnants, compte tenu même de la portée des problèmes qu'il a abordés. L'une de nos grandes difficultés selon lui, tient au fait que nous avons séparé en deux le ministre du Commerce pour créer celui de l'Industrie. A une époque plus heureuse où je travaillais à mon compte, j'exerçais la profession de conseiller en gestion et je connaissais très bien les principes d'organisation. Un des principes d'organisation que je recommanderais à l'honorable représentant est de ne pas confier deux fonctions différentes à un même chef. Le principal objectif du ministère du Commerce est de favoriser les exportations, tandis que celui du ministère de l'Industrie est d'encourager l'industrie de la fabrication. Non pas toutes les industries; pas l'agriculture, ni la culture du blé, ni la production de pâtes et papiers, ni celle de nos autres grandes industries d'exportation. Il s'agit de faire porter d'abord la majeure partie de nos efforts sur le secteur de la fabrication. Avant la création du ministère de l'Industrie, la fabri-

cation au Canada n'était la principale responsabilité de personne. L'honorable député de Kamloops (M. Fulton) ne s'en souciait peut-être guère, mais tel n'était pas le cas des patrons et ouvriers de l'industrie de l'Ontario et du Québec. Nous avons cru entre autres qu'il était indispensable de désigner un ministre qui serait au courant en premier lieu des problèmes de l'industrie de la fabrication et qui, en deuxième lieu, tenterait de les résoudre. Le secteur qui se développe le plus rapidement, dans notre commerce d'exportation est, comme chacun sait, celui de l'industrie manufacturière.

L'hon. M. Fulton: Je croyais que le ministère du Commerce s'intéressait à l'exportation.

L'hon. M. Gordon: Bien entendu, mais il n'y a pas moyen d'exporter sans produire des marchandises à des prix compétitifs sur les marchés mondiaux. Mon ami ne le sait peut-être pas, mais je crois qu'il y a des députés de son côté de la Chambre qui ne sont pas totalement ignorants de ce qui se passe dans le secteur de l'industrie manufacturière, ni des millions de gens qui y trouvent leur gagne-pain. Ce secteur prendra une importance toujours plus grande dans l'avenir et que cela nous plaise ou non, c'est une chose souhaitable. J'estime que nous avons besoin d'un ministre et d'un ministère qui s'attacheraient à cette question.

M. MacDonald: Très certainement.

L'hon. M. Gordon: Ai-je entendu une voix criant dans le désert? J'ai un très grand respect pour le député de Prince (M. MacDonald) je ne ferai aucun commentaire sur ce qu'il a dit, excepté qu'il a mieux à faire que cela.

L'honorable représentant de Kamloops a dit que nous devrions établir des priorités. Tout le monde admet cela. Cependant, nous savons tous que les priorités admissibles pour certains d'entre nous ne seraient peut-être pas vraiment acceptables pour d'autres, car il ne faut pas oublier le fait qu'il existe une différence dans les doctrines politiques.

J'ai été étonné, par exemple, que mon ami mette en doute l'importance de l'assurance frais médicaux au Canada. Il n'existe nul doute à ce sujet de notre côté de la Chambre. Nous du parti libéral la préconisons. Nous nous y sommes engagés et ferons de notre mieux pour qu'elle devienne une réalité. Certains éléments conservateurs d'en face préféreraient peut-être que ce grand progrès, dans le domaine de la sécurité sociale soit abandonné, différé ou remis à plus tard.